

BRÈVES ÉCONOMIQUES

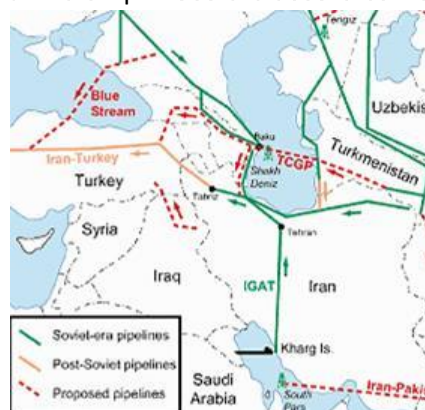
Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie, Turkménistan

Une publication du SER d'Ankara
Semaine du 17 février 2025

Zoom : Pipeline diplomatique entre Ankara et Achgabat

Le 11 février, la Turquie a conclu un accord avec le Turkménistan pour importer du gaz naturel à partir du 1^{er} mars, via un accord de *swap* avec l'Iran. Cet accord dont les négociations avaient été entamées en 1999, intervient après la signature en mars 2024 d'un protocole d'accord sur la coopération dans le domaine du gaz naturel entre les deux pays.

Concrètement, le Turkménistan livrerait du gaz à l'Iran, lequel consommerait au Nord (à Masshad et Téhéran) la même quantité (ainsi que son *fee*) de gaz turkmène, et livrerait son propre gaz à BOTAŞ depuis les champs gaziers situés au Sud-Ouest de son territoire via le gazoduc Tabriz-Ankara. Pour Téhéran, cet accord revêt une dimension stratégique, les zones urbaines de consommation au Nord étant insuffisamment connectées aux champs gaziers au Sud du pays, faute d'investissements dans son infrastructure de conduites (*cf. carte*).



Si aucun montant n'est officiellement prévu dans l'accord, les autorités turkmènes ont par le passé affirmé vouloir commencer par fournir un volume symbolique de 2 Mds m³/an à la Turquie (près de 4 % de la consommation annuelle de la Turquie).

Il convient toutefois de noter que la capacité de l'Iran (souffrant paradoxalement d'une pénurie de gaz) à honorer ses commandes reste incertaine, et les précédents accords de *swap* gaziers conclus par le Turkménistan via l'Iran, avec respectivement l'Irak et l'Azerbaïdjan, ne sont pas opérationnels (*cf. encadré*).

Cette annonce relance également l'attention sur le projet de gazoduc transcaspien (capacité de 16 Mds m³) porté par la Turquie et le Turkménistan, bien que sa réalisation semble encore peu réaliste. En effet, la construction sous-marine de ce gazoduc dans la mer Caspienne représenterait un coût élevé alors même que la demande européenne de gaz naturel est amenée à décroître, tandis que l'Iran, la Russie, et l'Azerbaïdjan redoublent d'efforts pour empêcher le gaz turkmène de concurrencer leurs propres exportations sur les marchés turc et européen.

Encadré – Précédents accords de swap via l'Iran

Le contrat de swap gazier signé en juillet 2024 prévoyant la livraison de 10 Mds m³ du Turkménistan à l'Irak via l'Iran n'a toujours pas été mis en œuvre du fait d'un revirement de l'administration américaine précédente à l'automne, et du faible niveau de confiance entre le Turkménistan et l'Iran. Türkmengaz cherche encore un intermédiaire qui serait acceptable pour Washington, la résolution de ce blocage ne devant pas être facilitée par la nouvelle administration. Par ailleurs, l'Iran a des prétentions importantes concernant le gaz prélevé sur les accords de swap, et jusqu'à maintenant ses propositions pour le paiement des livraisons futures qui lui seraient destinées sont jugées peu attractives par le Turkménistan, qui garde à l'esprit le différend de non-paiement ayant provoqué une suspension des exportations turkmènes entre 2017 et 2022.

L'accord de swap signé entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan via l'Iran en novembre 2021 a pris fin en 2024 à cause d'un désaccord sur le prix entre Türkmengaz et son homologue azerbaïdjanais SOCAR. Cet accord du même ordre que celui signé avec la Turquie autorisait l'Iran à prélever 20 % du gaz transféré pour couvrir les « frais de swap ». Si le volume avait atteint près de 4 Mds m³ en 2023, le Turkménistan s'était insurgé en fin d'année de la différence entre le prix que lui payait SOCAR (140 \$/US/tcm) et celui, beaucoup plus élevé, auquel la société d'État azerbaïdjanaise le revendait aux acheteurs européens, et avait demandé sans succès un rééquilibrage.

Macroéconomie et finance

Turquie : Expression inédite du mécontentement du monde des affaires

Lors de son assemblée générale annuelle, l'Association des industriels et des dirigeants d'entreprises de Turquie (TÜSİAD) [a émis des critiques publiques rares](#) à l'encontre de la gestion économique du gouvernement et des évolutions du système judiciaire.

Ömer Aras, président du haut conseil consultatif (YİK) de TÜSİAD, et Orhan Turan, président de l'association, ont notamment souligné une détérioration de la situation économique, une intervention accrue du gouvernement dans le secteur privé, ainsi que des préoccupations croissantes concernant l'indépendance de la justice. Ils ont averti d'une crise de confiance grandissante parmi les investisseurs et ont mis en garde contre une mauvaise gestion économique qui risquerait de causer des dommages irréversibles.

Orhan Turan a pointé du doigt les politiques économiques du gouvernement, affirmant que ni les grandes ni les petites entreprises n'étaient épargnées par la crise. Il a également insisté sur l'importance fondamentale de l'État de droit pour garantir la stabilité de l'État. Aras, pour sa part, a évoqué plusieurs tragédies récentes en Turquie, telles que l'incendie de l'hôtel de Kartalkaya et des accidents miniers, qu'il a attribuées à un système défaillant, où les réglementations de sécurité sont souvent négligées.

Les déclarations des dirigeants de TÜSİAD ont suscité une vive réaction du gouvernement. Le ministre de la Justice, Yılmaz Tunç, a rappelé qu'aucune organisation n'était au-dessus de la volonté nationale, menaçant de prendre des mesures juridiques sévères. Des représentants de l'AKP ont accusé TÜSİAD de chercher à interférer dans les affaires politiques.

Dans la foulée de son discours, une [enquête a été ouverte contre Ömer Aras](#), pour des faits présumés de « tentative d'influencer un procès équitable et diffusion publique de fausses informations en raison de déclarations contraires à la vérité et susceptibles de troubler la paix publique ».

Turquie : Hausse des IDE entrants en 2024

D'après les [données publiées par](#) l'Association Internationale des Investisseurs (YASED), la Turquie a enregistré en décembre 2024 un total de 2 Mds USD d'investissements directs étrangers (IDE). Cela comprend 1,2 Md USD en investissements via le capital-actions, 255 MUSD provenant de la vente de biens immobiliers à des étrangers, et 499 MUSD via des instruments de dette.

Sur l'ensemble de l'année 2024, les IDE ont atteint 11,3 Mds USD, marquant une hausse de 5,6 % par rapport à l'année précédente. Selon les estimations préliminaires, la Turquie aurait capté un peu plus de 0,8 % des flux mondiaux d'IDE en 2024, contre environ 0,85 % en 2023, avec un objectif [fixé à 1,5 % d'ici 2028](#).

Concernant les secteurs d'investissement, le secteur du commerce de gros et de détail a dominé, attirant 25 % des flux de capital-actions en 2024, pour 1,7 Md USD. Les secteurs des équipements électroniques et électriques (10 %, 656,0 MUSD), de la chimie et des produits pharmaceutiques (9 %), des transports et de la logistique (7 %) ainsi que des activités professionnelles, scientifiques et techniques (7 %) ont également figuré parmi les cinq premiers secteurs, totalisant ensemble 33 % des flux.

En 2024, les principaux pays investisseurs étaient les Pays-Bas (24 % des flux), suivis de l'Allemagne (12 %), des Etats-Unis (10 %), de l'Irlande (8 %), de l'Azerbaïdjan, la Suisse et le Royaume-Uni (6 % chacun), et des Émirats arabes unis (5 %). La France se classe 9^e (4 %), devant la Norvège (3 %).

Turquie : Baisse du déficit courant en 2024

En décembre 2024, [le déficit courant s'est élevé à 4,7 Mds USD](#), supérieur aux attentes du marché qui étaient de 4,0 Mds USD. Le déficit mensuel a ainsi atteint son niveau le plus élevé des 8 derniers mois en raison de la hausse des importations et des faibles recettes du tourisme.

Sur l'ensemble de l'année 2024, le déficit courant s'est contracté de 75,0 % par rapport à 2023, pour s'établir à 10 Mds USD, grâce à la réduction du déficit commercial (due à la baisse des importations) et de la performance positive des recettes touristiques. Importations d'énergie et d'or exclues, le compte courant affiche un excédent de 52,7 Mds USD en 2024.

Le déficit courant devrait représenter environ 0,8 % du PIB en 2024, conformément aux prévisions du programme économique à moyen terme du gouvernement.

Turquie : Le Fonds souverain de Turquie renforce ses financements

Le *Türkiye Wealth Fund* (TWF/TVF) a annoncé [le 14 février](#) avoir signé en novembre 2024 un prêt de 150 MUSD avec Dubai Islamic Bank, d'une durée de cinq ans, pour diversifier ses sources de financement. Ce prêt fait partie d'une série d'accords financiers, dont un emprunt de 100 MUSD obtenu en 2024 auprès de Sharjah Islamic Bank, autre banque émiratie.

Azerbaïdjan : Recettes en hausse selon le bilan du budget 2024

[Selon le ministère des Finances](#), les recettes du budget de l'État en 2024 se sont élevées à 21,9 Mds USD tandis que les dépenses ont atteint 22,2 Mds USD, entraînant un déficit budgétaire de 0,3 Mds USD sur l'année, soit 0,4 % du PIB. Principalement issues des impôts et taxes (9,3 Mds USD, soit 42,5 % du total), des transferts du Fonds souverain SOFAZ (7,5 Mds USD, soit 34,3 %) et des droits de douane et taxes à l'importation (3,9 Mds USD, soit 17,8 %), les recettes ont progressé de 5,5 % par rapport à 2023.

Azerbaïdjan : Léger recul de la dette publique en 2024

[Selon le ministère des Finances](#), la dette publique de l'Azerbaïdjan a atteint 16,1 Mds USD en 2024, soit 21,7 % du PIB, en baisse de 0,2 pp par rapport à l'année précédente. Dans le détail, la dette extérieure s'est élevée à 5,2 Mds USD (soit 6,9 % du PIB) contre 11 Mds USD (soit 14,8 % du PIB) pour la dette domestique.

Géorgie : Baisse de l'excédent commercial de la France

Pour la première fois depuis 2019, le volume des échanges de biens entre la Géorgie et la France a diminué, de 5,6% entre 2023 et 2024, s'établissant à 351 MEUR, selon les [données des douanes françaises](#).

Les exportations françaises vers la Géorgie ont diminué de 5,0 % et atteignent 286 MEUR, en raison notamment de la baisse des ventes de produits pharmaceutiques (-27,4 % g.a. à 59 MEUR), d'équipements automobiles (-85,7 % g.a. à 2 MEUR) et de produits de la construction (-61,5 % g.a. à 5 MEUR), tandis que les exportations de produits alimentaires ont augmenté de 150,7 % à 24,3 MEUR sur la période. Les importations françaises de produits géorgiens ont diminué de 7,5 % à 69 MEUR du fait, entre autres, de la baisse des achats de boissons (-38,5 % g.a. à 11 MEUR).

La France dégage un excédent commercial de 222 MEUR avec la Géorgie en 2024, après 233 MEUR en 2023.

Géorgie : Natia Turnava nommée gouverneure de la Banque centrale

La nomination de Natia Turnava au poste de [gouverneure de la Banque centrale](#) (NGB) a été approuvée vendredi 7 février par le président Mikheil Kavelashvili. Natia Turnava devient la première femme du pays à diriger la Banque centrale. Gouverneure par intérim de la NGB depuis

juin 2023 et membre du Conseil depuis juin 2022, elle a également occupé le poste de ministre de l'Economie et du Développement durable entre 2019 et 2022.

Géorgie : Standard & Poor’s maintient la notation souveraine de la Géorgie à BB

L’agence Standard & Poor’s Global Ratings a annoncé qu’elle avait maintenu [la notation souveraine de la Géorgie à BB](#) en raison de perspectives stables. Cette notation évalue la capacité d’un Etat à honorer ses obligations de dettes à long terme. L’agence considère le cadre de politique budgétaire et monétaire du pays « solide » et « raisonnable ».

Marchés financiers turcs

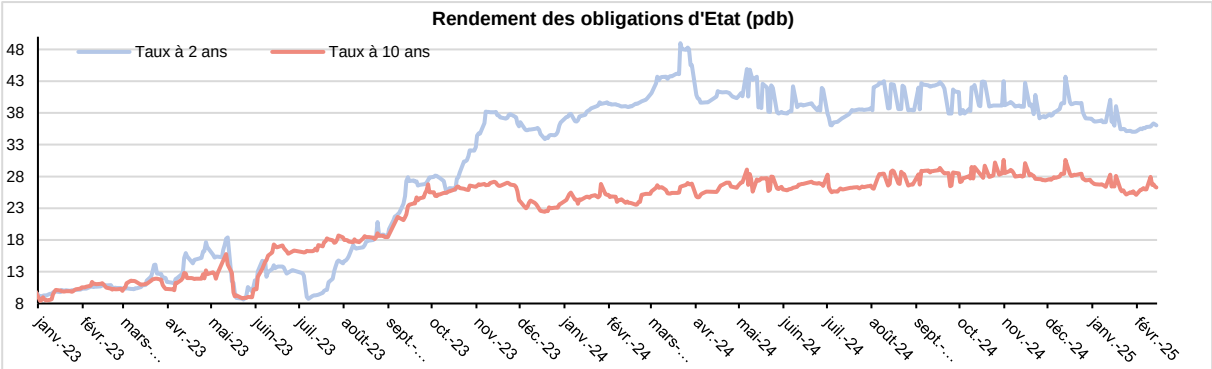
Indicateurs	14/02/2025	var semaine	var mois	var fin 2023
BIST 100 (TRY)	9877,59	-0,74%	-0,23%	32,23%
Taux directeur de la BCT	45,00%	0,00 pdb	-500,00 pdb	250,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 2 ans	36,06%	26,00 pdb	-577,00 pdb	-45,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 10 ans	26,27%	31,00 pdb	-223,50 pdb	258,00 pdb
Pente 2-10 ans	-979,00 pdb	5,00 pdb	353,50 pdb	303,00 pdb
CDS à 5 ans	245,21 pdb	-4,96 pdb	-23,67 pdb	-33,07 pdb
Taux de change USD/TRY	36,17	0,56%	6,34%	22,65%
Taux de change EUR/TRY	37,87	1,36%	-0,28%	16,04%

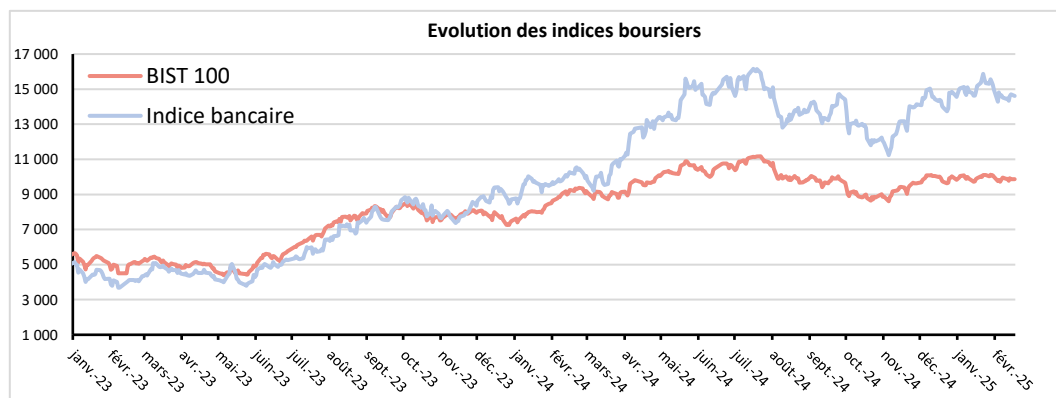
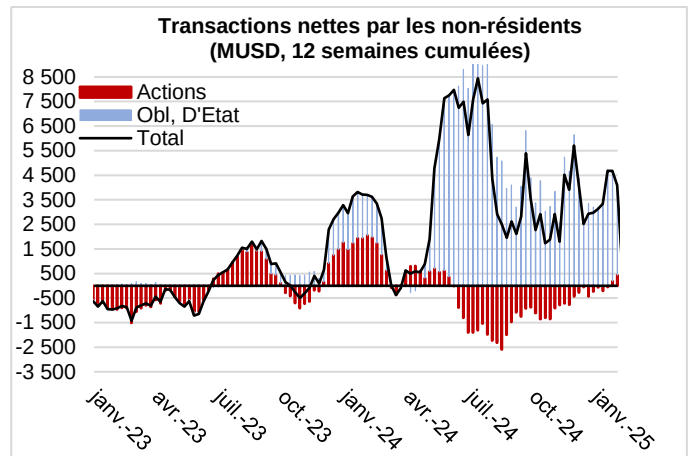
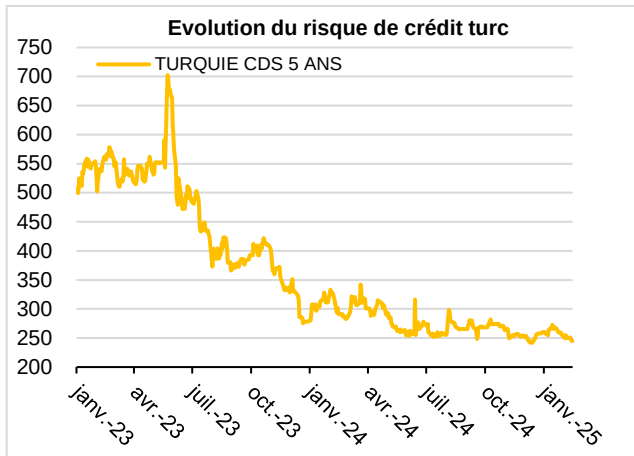
Taux Forward	14/02/2025	2 sem.	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	1 an
Taux USD/TRY FW 14/02/25	36,17	36,62	37,07	38,09	39,11	42,07	45,06	48,11
Var en % (Vs.14/02/25)	-	1,2%	2,5%	5,3%	8,1%	16,3%	24,6%	33,0%
Taux EUR/TRY FW 14/02/25	37,87	38,34	38,83	40,00	41,01	44,30	47,63	51,06
Var en % (Vs.14/02/25)	-	1,3%	2,5%	5,6%	8,3%	17,0%	25,8%	34,8%

Au cours de la semaine dernière (10/02), les taux des emprunts d’État turcs sont en légère hausse. Les rendements des obligations souveraines turques à 2 ans et 10 ans ont respectivement augmenté de 26 pdb et 31 pdb en g.h., atteignant 36,06 % et 26,27 %. Le spread de taux se contracte de 50 pdb en g.h., pour s’établir à 9,8 points. Par ailleurs, le risque de crédit (CDS) à 5 ans s’établit à 245 pdb, tutoyant le record des cinq dernières années, atteint en décembre 2024 (242 pdb).

Les investisseurs étrangers, ont ralenti leurs achats d’obligations souveraines qui atteignent 543 MUSD sur les trois derniers mois, contre 3,5 Mds USD fin janvier pour les trois mois précédents. Cependant, les transactions nettes en equity redeviennent positives, atteignant 245 MUSD sur la même période. Cela marque les premiers achats nets sur les marchés turcs depuis mai 2024, après des pics de désinvestissement ayant culminé à 2,6 Mds USD en juillet dernier.

Sur le marché des changes, la livre turque se déprécie plus légèrement face au dollar que face à l’euro, marquant un changement de tendance : au 14/02, la dépréciation par rapport au dollar et à l’euro atteint respectivement 0,56 % et 1,36 % en g.m. D’après le dernier rapport de [Morgan Stanley](#), le taux de change devrait atteindre 43 TRY / USD pour la fin 2025, puis 44 TRY / USD pour la fin 2026. La banque a revu à la hausse ses prévisions, soulignant notamment le fait que la livre devrait rester parmi les devises émergentes les plus attractives pour les spéculateurs en carry trade.





Agriculture et agroalimentaire

Turquie : Prêt de la BERD pour le premier meunier de Turquie

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) vient d'[accorder un prêt de 80 MEUR au numéro un de la meunerie en Turquie, Ulusoy Un](#), dont 9 MEUR au titre du Fonds pour les technologies propres, afin de l'inciter à réduire son empreinte carbone.

Turquie: L'alcool frelaté a déjà fait plus de 100 morts en 2025 à İstanbul et Ankara

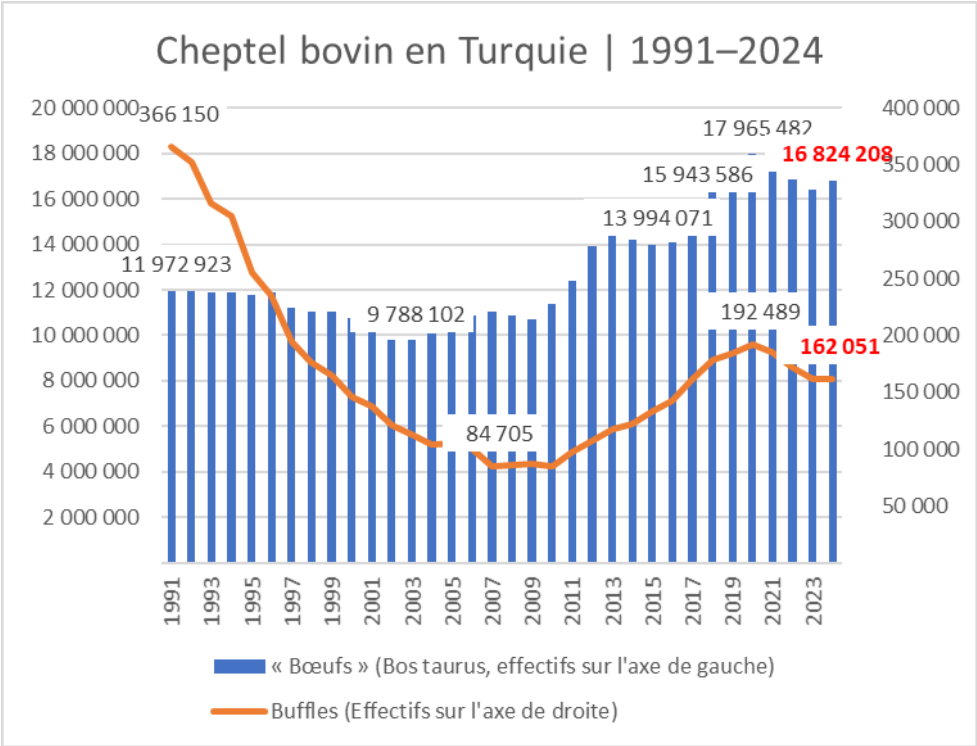
La [consommation d'alcool frelaté](#) a déjà entraîné plus de 100 décès à rien qu'à İstanbul et Ankara depuis le début de l'année. Par ailleurs, 230 personnes ont été hospitalisées, dont 40 se trouvent toujours dans un état critique. Les taxes – droits d'accise, TVA et surtout taxe spéciale sur la consommation (ÖTV) – représentent aujourd'hui 61 % du prix d'une bouteille de raki. La fraude consiste à couper les produits au méthanol, un alcool à haute toxicité utilisé dans l'industrie, afin de réduire les coûts de production. Afin de tenter d'enrayer cette crise de santé publique, le gouvernement turc a récemment [renforcé la réglementation](#) relative au stockage et à la commercialisation de l'alcool méthylique en vrac (BÉTAGT n° 412 du 20 janvier 2025).

Turquie : Hausse des effectifs d'animaux d'élevage en 2024

Selon le [bulletin statistique du ministère de l'Agriculture et de la Forêt du 13 février](#), les cheptels bovin (17,0 M de têtes) et ovin (54,9 M) ont connu des hausses annuelles respectives de 2,4 % et 4,8 %, tandis que le nombre de volailles s'est accru de 2,8 % pour atteindre 384,1 M.

À moyen terme, la tendance pour les bovins et les petits ruminants est à une stabilisation à un niveau inférieur au maximum de 2020–2021 (plus de 18 M de têtes de bovins), mais supérieur aux minima historiques de la première décennie du 21^e siècle : d'un peu plus de 70 % pour les bovins (minimum de 9,9 M de têtes en 2003) et plus du double pour les petits ruminants (minimum de 26,9 M de têtes en 2009). À noter que les effectifs de buffles, avec 162 milliers de tête, même s'ils ont remonté de plus de 90 % depuis 2007–2010, restent inférieurs à la moitié de ce qu'ils étaient en 1991.

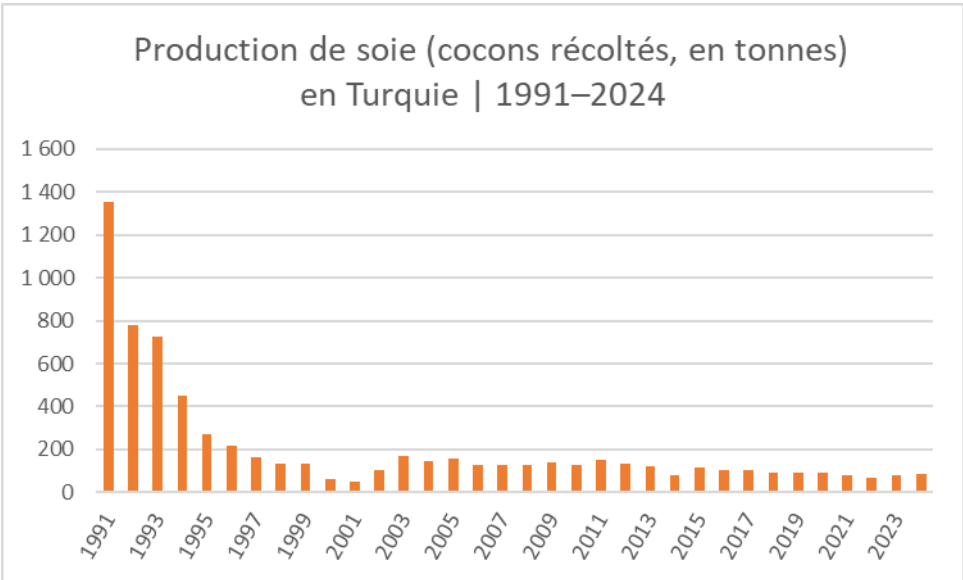
Chez les petits ruminants, les races à laine ont connu des fortunes inverses : le mouton mérinos a vu ses effectifs (4,2 M en 2024) multipliés par 6,0 depuis 1991, tandis que ceux de la chèvre angora (0,2 M) ont été divisés par 5,9.



Pour les volailles, la tendance de moyen terme est également à la stabilisation à un niveau légèrement inférieur au maximum de 2021 et des tendances de long terme variables.

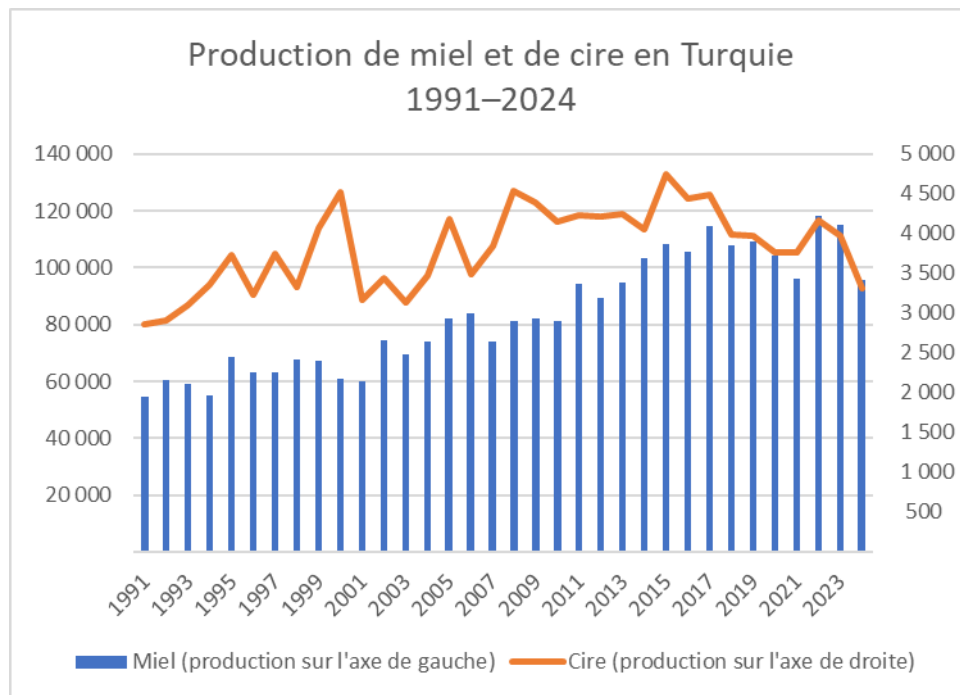
Turquie : Timide remontée de la production de soie

La production de soie, quant à elle, qui s'était effondrée au cours de la dernière décennie du 20^e siècle, passant de 1 353 t en 1991 à 46,8 t en 2001, amorce une timide remontée à 84,9 t, soit +8,6 % en g.a. et +23,9 % depuis le minimum de 2022, mais représente toujours 15,9 fois moins qu'en 1991.



Turquie : Brusque diminution de la production apicole

La production de miel est en nette baisse, de 16,9 % en g.a., tandis que le nombre de ruches, qui a culminé à plus de 9,2 M en 2023, est redescendu à moins de 9,0 M en 2024, après 16 années consécutives de hausse. Sans surprise, la production de cire suit la même tendance, avec une production de 3 316 t en 2024, en baisse de 16,5 % en g.a.



Energie, environnement et transport

Turquie : Nouveau record de livraisons de gaz russe à l'Europe via TurkStream en janvier

Selon [les données](#) du Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport de gaz (ENTSOG), les livraisons de gaz vers l'Europe via le gazoduc TurkStream ont atteint un record mensuel de 1,56 Md m³ en janvier contre 1,24 Md m³ en g.a..

Sur l'ensemble de l'année 2024, les exportations de gaz Russe vers l'Europe via TurkStream avaient augmenté de 23 %, atteignant 16,7 Mds m³, à destination de la Hongrie (7,6 Mds m³), de la Grèce (3,2 Mds m³), de la Serbie (2,6 Mds m³), et de la Bulgarie (1 Md m³).

Les livraisons de gaz russe par gazoduc à la Turquie, via TurkStream et BlueStream, ont pour leur part augmenté de 2,6 % en 2024, pour atteindre un peu plus de 21 Mds m³.

A la suite de l'expiration le 1^{er} janvier 2025 de l'accord de transit via l'Ukraine du gaz russe vers l'Europe, TurkStream est devenu la seule voie d'acheminement du gaz russe par gazoduc vers les marchés européens.

Turquie : Rumeurs de négociations d'un swap gazier avec la Russie pour financer la construction de la centrale nucléaire d'Akkuyu

Selon un [article](#) publié le 11 février par Bloomberg, la Turquie et la Russie discuteraient d'un accord de swap dans le cadre duquel la Turquie prendrait en charge des frais de construction de la centrale d'Akkuyu (construite, opérée et appartenant à Rosatom) pour un montant équivalent aux importations de gaz de BOTAŞ à Gazprom.

Ce système faciliterait à la fois le financement par la Russie de la construction d'Akkuyu (retardée par les sanctions occidentales, et confrontée à des retards de paiements des sous-traitants), et le paiement par la Turquie de ses livraisons de gaz, tributaire du maintien par les Etats-Unis de son exemption aux sanctions contre Gazprombank.

Turquie : Tüpraş cesse d'accepter le pétrole russe au-dessus des plafonds de prix fixés par le G7

Tüpraş, le plus grand raffineur de Turquie, a [décidé](#) de ne plus accepter de pétrole russe au-dessus des plafonds de prix fixés par le G7, à partir du 27 février. Cette décision fait suite aux sanctions américaines imposées le 10 janvier 2025, qui ont visé 161 tankers, deux grands producteurs, plusieurs traders et l'assureur principal des expéditions, basé à Moscou. Avant ces sanctions, Tüpraş achetait en moyenne 290 000 barils de pétrole russe par jour entre juin 2024 et janvier 2025.

Tüpraş cessera ainsi d'acheter des barils au-dessus du plafond de prix de 60 \$ pour le pétrole brut, 100 \$ pour les carburants premium et 45 \$ pour les carburants à prix réduits.

La Turquie est devenue un partenaire clé de la Russie après l'invasion de l'Ukraine en 2022, avec 65 % des importations de pétrole de la Turquie en provenance de Russie. En 2024, Tüpraş a importé environ 29,1 Mt de pétrole russe, représentant environ 5,5 % des exportations mondiales de pétrole russe par voie maritime. En outre, Tüpraş a reçu environ 90 000 barils de produits pétroliers par jour, principalement du diesel, pour ses trois terminaux en Turquie.

Turquie : Le projet de loi climat prévoit d'obliger les zones industrielles à investir dans les énergies renouvelables

Selon [le projet de loi climat](#) qui devrait être soumis au Parlement ce mois-ci, les zones industrielles (ZI) devront développer des capacités de production d'énergie renouvelable couvrant au moins 10 % de leur consommation énergétique.

Azerbaïdjan : Approbation de l'accord pour le développement du transit de marchandises sur le Corridor Nord-Sud

Le président I. Aliyev [a approuvé](#) l'accord avec la Russie pour le développement du transit de marchandises sur le Corridor Nord-Sud signé à Moscou le 21 décembre 2024. Le ministère du Développement numérique et des Transports en assurera la mise en œuvre.

Géorgie : Atterrissage d'un avion de ligne russe dans la province séparatiste d'Abkhazie

Un avion de ligne russe [a atterri le 7 février à l'aéroport de Soukhoumi en Abkhazie](#), bien que celui-ci ne soit plus reconnu par l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile (OACI) depuis la guerre entre la Géorgie et l'Abkhazie en 1992-1993. Il s'agirait d'un vol d'essai en perspective de l'ouverture d'une ligne directe commerciale entre Moscou et Soukhoumi à l'été 2025. Plusieurs acteurs politiques géorgiens ont rappelé ces derniers jours que les vols internationaux en provenance ou au départ de cet aéroport sont illégaux au regard de la loi géorgienne et des normes internationales.

Industrie, services et innovation

Turquie : Signature d'un protocole d'accord entre l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et l'Office turc des brevets et des marques

Le 12 février, un protocole d'accord a été signé à Ankara entre l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) français et l'Office turc des brevets et des marques, le *Türkpatent*, rattaché au ministère de l'Industrie et de la Technologie. Cet engagement marque une nouvelle étape dans la coopération entre les deux institutions, visant à renforcer les échanges sur des thématiques stratégiques comme les indications géographiques, l'intelligence artificielle et l'accompagnement des entreprises.

Turquie : L'Indonésie achète 60 drones de combat Bayraktar TB3 et 9 Akinci

Le 12 février 2025, les présidents turc et indonésien ont signé un [accord](#) pour la vente de 60 UCAV Bayraktar TB3 et 9 UCAV Bayraktar Akinci à l'Indonésie. Selon l'accord, une partie importante des drones achetés par l'Indonésie devrait être fabriquée ou assemblée dans le pays, dans le cadre d'une coopération entre Baykar et l'entreprise indonésienne Republikorp.

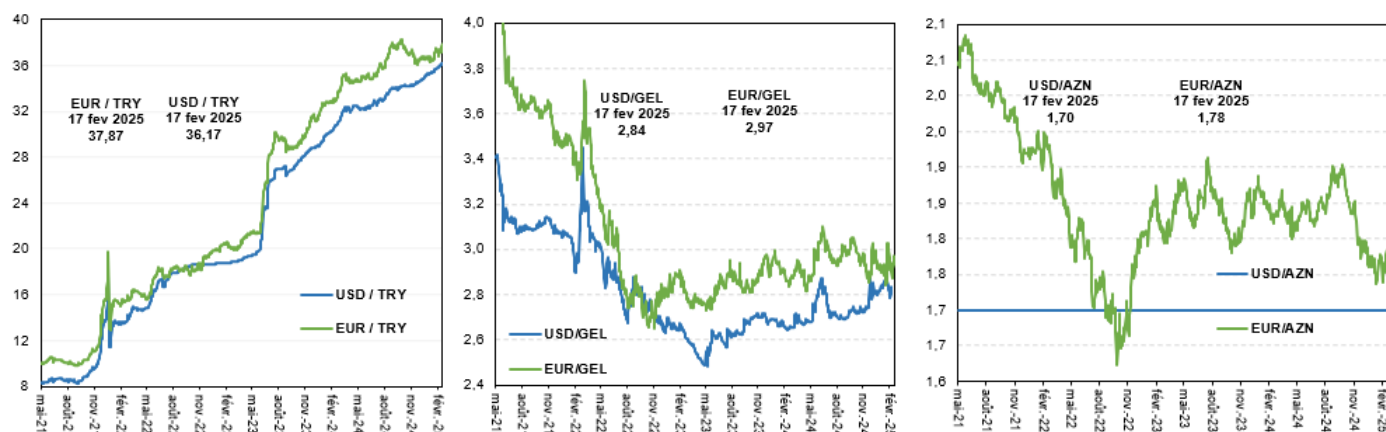
Turquie : Accord avec l'Allemagne pour augmenter la production d'obus d'artillerie

L'entreprise de défense turque Repkon a [signé](#) un accord avec un fabricant allemand non précisé pour établir une usine de munitions de 155 mm en Allemagne. Sa mise en service est prévue pour début 2027.

Turquie : L'indice du Climat d'exportation en hausse en janvier

En janvier, [l'Indice](#) du climat d'exportation du secteur manufacturier de Turquie, publié par la Chambre d'Industrie d'Istanbul, a progressé à 51,2, contre 50,9 en décembre. Cette hausse certes modérée, mais la plus significative depuis août 2024, indique une amélioration des conditions de la demande extérieure pour le 13^e mois consécutif.

Tableaux statistiques et graphiques



	PRÉVISIONS DE CROISSANCE						PRÉVISIONS D'INFLATION (fin d'année)					
	TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GEORGIE		TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GEORGIE	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026
FMI	2,7% Déc. 24	3,2% Déc.24	2,8% Av. 24	2,3% Av. 24	6,0% Av. 24	5,0% Av. 24	24,0% Oct. 24	17,2% Oct.24	3,5% Av. 24	5,0% Av. 24	2,6% Av. 24	3,0% Av. 24
Banque mondiale	3,2 % Oc.24	2,6% Oc. 24	2,7% Jan.25	2,4% Jan. 24	7,5% Oc. 24	5,2% Oc. 24	57,8% Av. 24	28,9% Av. 24	2,3% Av. 24	2,4 % Av. 24	2,3% Av. 24	3,0% Av. 24
OCDE	2,6% Déc 24	4,0% Déc 24	N.D	N.D	N.D	N.D	56,0% Mai 24	29,1% Mai 24	N.D	N.D	N.D	N.D
Gouvernement	4,0% Oct. 24	4,5% Oct. 24	N.D	N.D	6,0% Jan. 25	5,2% Oct. 23	17,5% Sep. 24	9,7% Sep. 24	N.D	N.D	1,0% Jan. 25	3,0% Oct. 23
Banque centrale	N.D	N.D	3,5% Jan. 24	3,5% Jan. 24	5,6% Mai 24	5,3% Mai 24	21,0% Nov. 24	12,0% Nov. 24	5,5% Jan. 25	3,8% Jan. 25	2,1% Mai 24	3,7% Mai 24

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Ankara

abdenor.brahmi@dgtresor.gouv.fr, orhan.chiali@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Ankara

Abonnez-vous : paul.lapoutge@dgtresor.gouv.fr